L'OFFRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE
EN SCIENCES DE L'ÉDUCATION
essai de clarification

par Philippe CHAMPY

Depuis plusieurs années les professionnels de la documentation en sciences de l'éducation s'interrogent sur les perspectives de développement dans leur secteur. Ces interrogations ont trouvé à juste titre un certain écho dans des publications spécialisées, de sorte qu'un débat public s'est instauré qui dépasse le cadre restreint des relations de travail nouées entre les divers organismes et intéresse désormais un éventail assez large de professionnels et d'utilisateurs.

A cet égard, il faut particulièrement saluer la contribution de la revue BRISES (1) qui a consacré un numéro spécial à ce débat sous le titre : "Quelle information scientifique pour les sciences de l'éducation ?"

Si la plupart des intervenants ne s'attachent pas spécialement à répondre à la question (voir le sommaire du numéro reproduit à la suite), cette copieuse livraison contribue néanmoins à en définir les contours puisqu'elle rassemble les principaux points de vue qui sont généralement avancés dans ce débat. La réflexion s'en trouve indéniablement stimulée.

La lecture de ces diverses études ou prises de position montre que subsiste toutefois une certaine confusion quant à la nature même du problème débattu, à savoir l'amélioration de l'offre d'information en sciences de l'éducation. L'impression qui ressort du rapprochement des différentes contributions n'est pas tant qu'existeraient de profondes divergences entre les auteurs sur ce problème - du moins lorsqu'ils

l'abordent, mais plutôt que sa définition n'est pas suffisamment claire. Ceci conduit à ce que des questions qui devraient, selon nous, être traitées à part, parce qu'elles ne se rapportent pas directement au principal problème évoqué, qu'elles font référence à des dimensions assez lointaines, ou encore qu'elles se placent sur un tout autre terrain, interfèrent et, en quelque sorte, faussent la discussion.

Une clarification est donc nécessaire pour éviter que le débat spécifique qui concerne l'offre d'information en sciences de l'éducation ne soit dévié vers d'autres débats plus vastes qui agitent une série de questions sur lesquelles les intervenants - en grande majorité des professionnels de la documentation - n'ont pas prise. Si ce débat spécifique perdait sa cohérence, il perdrait aussi son utilité. Ce n'est pas à souhaiter.

En nous appuyant sur certaines idées exprimées dans le numéro spécial de BRISES et sans chercher à donner un compte-rendu complet de ce numéro qui mérite d'être lu avec attention, nous voudrions contribuer à cette clarification et évoquer les perspectives prometteuses qui s'ouvrent, à notre avis, dans le secteur de "l'information scientifique pour les sciences de l'éducation".

UN PROBLEME DE DEFINITION

Un premier malentendu - le plus important à dissiper - a trait à la définition même des sciences de l'éducation.

Pour le spécialiste, les sciences de l'éducation embrassent l'ensemble des études et travaux de recherche portant sur l'éducation sous ses aspects les plus divers, usant des méthodes d'investigation les plus variées. Il s'agit d'un vaste domaine interdisciplinaire (la recherche en éducation) qui est partie intégrante des sciences humaines et sociales. L'information en sciences de l'éducation se rapporte donc à ce domaine spécifique des sciences humaines et sociales

qui se trouve au confluent de plusieurs disciplines et qui, pour cette raison, n'est pas toujours reconnu en tant que tel.

Le non-spécialiste, quant à lui, assimile souvent les sciences de l'éducation à quelques secteurs d'études traditionnels comme les didactiques, par exemple. Si celles-ci font bien partie du domaine, elles n'en constituent pourtant pas l'élément exclusif. Une réduction favorisant l'autre, on ne retiendra dans les didactiques que les considérations relatives à la pratique dans la classe, etc. Par le jeu de réductions successives, les sciences de l'éducation perdent leur contenu et sont finalement rattachées à ce que l'on nomme le "pédagogique". L'information en sciences de l'éducation est présentée comme une partie de l'information dite "pédagogique". Or qu'entend-on par là ?

L'information "pédagogique" ainsi entendue englobe l'ensemble des informations dont les enseignants peuvent avoir besoin dans le cadre de leur activité professionnelle et les enseignés dans le cadre de leurs études. Il est clair que cette information dite "pédagogique" possède un contenu proprement encyclopédique. Le qualificatif de "pédagogique" ne se justifie donc qu'eu égard au public auquel s'adressent les systèmes d'information spécialisés dans le transfert de cette information, ainsi qu'aux modalités particulières de ce transfert. Mais il n'est pas justifié lorsqu'on envisage le contenu même de l'information qui ne traite pas essentiellement de "pédagogie".

Il apparaît donc que l'information en sciences de l'éducation se distingue nettement de cette information dite "pédagogique" à laquelle il vient d'être fait allusion. Elle provient de la recherche en éducation et s'adresse en tout premier lieu aux acteurs de cette recherche, comme c'est le cas dans n'importe quel domaine scientifique.

Cette mise au point ne signifie pas, faut-il le préciser, que les sciences de l'éducation ne devraient s'adresser qu'au public scientifique. Il est essentiel qu'elles s'adressent également aux acteurs du système éducatif et qu'elles sachent conquérir ce public. Mais

il apparaît clairement que, dans ces deux relations, l'information n'est pas traitée de la même façon.

Des remarques précédentes, il ressort que tous les projets ou réalisations qui ont pour fonction de véhiculer l'information dont ont besoin les acteurs et les utilisateurs du système éducatif, à tous les niveaux (établissement, local, régional ou national), ne concernent qu'indirectement les problèmes spécifiques à l'information dans le domaine des sciences de l'éducation. Celles-ci en effet n'entrent dans ces divers systèmes d'information qu'en tant que matière particulière parmi bien d'autres. Elles n'en constituent pas le coeur. Ces systèmes sont pour elles des relais qui leur permettent d'atteindre le monde éducatif, à condition qu'ils les intègrent suffisamment. Ceux-ci, par eux-mêmes, ne peuvent pas entraîner l'amélioration de l'offre d'information en sciences de l'éducation car ils n'interviennent, pour ainsi dire, qu'en dernier échelon.

L'INFORMATION AU SENS DOCUMENTAIRE

Après avoir spécifié le champ d'information, le second malentendu qu'il faut dissiper concerne l'information elle-même.

En effet, quand nous parlons d'information pour les sciences de l'éducation, nous ne le faisons pas à la manière d'un auteur ou d'un éditeur. A l'exception de l'article de Suzanne Mollo qui pose le problème de l'impact de la recherche sur la pratique et donc du lien entre les chercheurs-auteurs et le public des praticiens, et de l'article de Jean Hassenforder qui étudie la diffusion des revues de sciences de l'éducation et introduit la problématique éditoriale, l'information dont il est implicitement question est celle que traitent traditionnellement les centres de documentation.

Cette précision est d'une très grande importance car elle permet de mieux circonscrire le débat spécifique qui nous occupe. En effet, même limitée stric-

tement aux sciences de l'éducation, l'information qui relève de ce domaine revêt de multiples dimensions qui, au surplus, ne se confondent pas dans la pratique.

En partant d'un point de vue général, et de façon quelque peu schématique, il faut distinguer deux dimensions dans l'information en sciences de l'éducation. Il y a d'une part l'information produite par le monde scientifique. C'est l'information scientifique proprement dite. Il y a d'autre part l'information produite à partir de cette information scientifique ou relative au monde scientifique en tant que tel. C'est l'information documentaire.

Or il apparaît que le problème de l'amélioration de l'offre d'information en sciences de l'éducation se pose à ces deux niveaux. Mais il ne se pose pas dans les mêmes termes et ne fait pas appel aux mêmes compétences. Il s'agit en pratique de deux problèmes parallèles qu'il convient donc de ne pas confondre. Le documentaliste ne peut se substituer au chercheur, à l'éditeur, au rédacteur en chef ou au journaliste scientifique. Si l'information scientifique fait défaut, il ne peut la produire. De même, la dissémination de l'information documentaire n'est pas de même nature que la vulgarisation scientifique et ne peut en tenir lieu. Il peut arriver qu'une même personne possède plusieurs compétences, que le chercheur produise de l'information documentaire, ou que le documentaliste fasse oeuvre de vulgarisateur scientifique ; mais cela ne prouve pas que ces activités, par nature différentes, soient le fruit d'une compétence unique et indifférenciée et relèvent de techniques identiques.

C'est pourquoi il est si important de ne pas confondre des problèmes de nature hétérogène dont la solution suppose la mise en oeuvre de techniques distinctes. Eviter la confusion, c'est résister à la tendance bien connue qui consiste à proposer une solution technique avant d'avoir identifié correctement la nature du problème à résoudre. Améliorer l'offre d'information documentaire en sciences de l'éducation

n'implique pas automatiquement, pour prendre quelques exemples, de créer une grande bibliothèque spécialisée ou encore de développer une grande banque de données bibliographique. Ce genre d'automatisme repose le plus souvent sur une analyse pour le moins lacunaire de l'existant et sur de solides préjugés quant aux pratiques documentaires effectives. En outre, les contraintes institutionnelles qui conditionnent l'organisation de tout projet sont souvent ignorées.

Bref, il faut se garder de ces automatismes qui mènent au bout du compte à l'échec, soit que les projets sont irréalisables, soit qu'ils sont mal définis et provoquent blocages et conflits, quelles que soient par ailleurs les fuites en avant proposées par leurs promoteurs.

QUEL RESEAU D'INFORMATION EN SCIENCES DE L'EDUCATION ?

Améliorer l'offre d'information documentaire en sciences de l'éducation dans notre pays, c'est nécessairement, compte tenu des conditions actuelles, s'interroger sur la nature du r é s e a u à constituer entre les différents organismes qui représentent cette offre.

La nécessité de ce réseau ne s'impose pas en raison de l'apparition sur le marché de nouvelles technologies de la communication. Elle provient du fait qu'existe une multiplicité d'organismes spécialisés relativement isolés les uns des autres. Cette situation représente un handicap car elle provoque une certaine désorganisation qui oblige l'utilisateur à recourir à plusieurs ressources non coordonnées pour trouver l'information qu'il recherche. Il arrive également que des parties du champ documentaire soient mal couvertes faute d'une judicieuse entente entre les organismes spécialisés. Bref, l'éparpillement des efforts, tout à fait compréhensible dans la période d'essor institutionnel des sciences de l'éducation (durant les années soixante-dix), n'est plus de mise

dans la phase actuelle. Dès lors les nouvelles technologies de la communication peuvent favoriser l'élimination de ces défauts qui affectent la qualité de l'offre d'information, d'autant mieux s'ils sont analysés en toute conscience.

Il est clair que l'avenir appartient aux réseaux. C'est pourquoi il est nécessaire d'aller dans le sens de la "fédération" des efforts déployés par les organismes qui participent à des réseaux de fait, comme c'est le cas en sciences de l'éducation. Comment se pose le problème sous un angle pratique ?

A cet égard, l'article de Denise Malrieu sur le réseau américain ERIC présente un grand intérêt. Cet article expose en détail le fonctionnement de cette énorme machine qui laisse rêveur le spécialiste français. Deux points plus particulièrement saillants retiennent l'attention : d'abord le caractère très décentralisé du réseau ERIC, cette décentralisation correspondant davantage à un critère de spécialisation que de localisation, ensuite son caractère polyvalent.

Le réseau ERIC constitue en effet, à l'échelle nord-américaine, une sorte de fédération d'organismes de nature très diversifiée (centres de recherche universitaires, instituts de formation pédagogique liés à l'université, associations d'enseignants, etc.). Cette diversité des membres du réseau ERIC reflète la politique coopérative adoptée par le maître d'oeuvre du réseau, le National Institute of Education, dont l'objectif n'a pas été de se substituer aux organismes déjà existants, mais de financer leur coopération au sein d'un réseau unique. Ainsi, la décentralisation du traitement de l'information correspond aussi bien à un impératif d'efficacité qu'au respect des compétences qui sont extrêmement variées dans le champ des sciences de l'éducation. En outre, elle permet le travail commun en dépit de la pluralité institutionnelle. Ce fonctionnement n'est possible d'ailleurs qu'en respectant strictement des règles communes pour le traitement de l'information.

La polyvalence du réseau se manifeste sur différents plans. Sur le plan technique, elle apparaît

dans la combinaison extrêmement variée des moyens utilisés pour le traitement automatisé de l'information : informatique lourde avec accès déporté mais aussi micro-informatique, utilisation des microformes, haute technicité documentaire, etc. Sur le plan fonctionnel, la polyvalence est encore plus marquée. Le réseau ERIC ne dispense pas seulement de l'information bibliographique brute. Il est producteur d'une information de synthèse diversifiée. Denise Malrieu indique qu'étaient disponibles, fin 1982, 3 662 notes de synthèses comptant entre 15 et 200 pages pour ne prendre qu'un exemple de publication parmi d'autres de même nature.

Ainsi, dans les grandes lignes, le réseau ERIC peut se présenter pour nous comme une sorte de modèle. La différence essentielle avec la situation française telle qu'elle se présente à nos yeux réside dans le fait que le réseau ERIC intègre certaines dimensions de l'information "pédagogique" dont il a été question plus haut, alors que le réseau français en sciences de l'éducation est plus strictement tourné vers la recherche. Le réseau de fait qu'il s'agit de "fédérer" dans notre pays concerne les organismes qui travaillent au contact de la recherche ou de la formation de formateurs. Mais d'ores et déjà, il est nécessaire d'envisager les relations de ce réseau spécialisé avec cet autre réseau qui possède une vocation d'information "encyclopédique" au sein du système éducatif, le réseau CNDP. Ce dialogue sera d'autant plus fructueux que, de part et d'autre, les projets seront mieux délimités et vraiment efficaces.

Un nouveau pas vient d'être franchi dans la constitution du réseau français "Sciences de l'Éducation". Le Centre de documentation Sciences Humaines du CNRS et l'INRP ont signé en juillet 1984 deux conventions portant, d'une part, sur l'échange d'informations bibliographiques entre les banques de données FRANCIS et EMILE (nouvelle banque de données en cours de conception à l'INRP) et, d'autre part, sur la création d'une banque de données factuelles sur la recherche en éducation dans le cadre du projet EMILE de l'INRP. (Nous

reviendrons dans un prochain numéro sur ce projet.)

De telles collaborations préfigurent le réseau coopératif qu'il s'agit de mettre en place en utilisant les techniques les plus modernes afin que non seulement les grands organismes coopèrent mais que les organismes plus modestes, mais très spécialisés et très proches des équipes de recherche, y aient toute leur place, en même temps qu'un réel soutien logistique. Cette ouverture nécessite une diversification des systèmes d'information au sein du réseau français, ce que permettent les progiciels documentaires actuels. Il s'agit donc d'avancer sur cette voie d'un réseau français "Sciences de l'éducation" qui peut seul permettre d'améliorer l'offre d'information documentaire dans le domaine.

Philippe CHAMPY

- (1) BRISES (bulletin de recherches sur l'information en sciences humaines, économiques et sociales), n°3, octobre 1983, 77 p. Cette revue semestrielle est publiée par le Centre de documentation Sciences Humaines du Centre National de la Recherche Scientifique. Elle est diffusée gratuitement par les Editions du CDSH : 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.